

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/95

9 juillet 2001

(01-3394)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: espagnol

COMMUNICATION DU MERCOSUR

Services informatiques et services connexes

Les délégations de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Les États membres du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) communiquent la présente proposition¹ aux Membres pour examen. Son but est de promouvoir la libéralisation de ce secteur important et de contribuer à une plus grande participation des pays en développement au commerce des services. En effet, le paragraphe 1 de l'article IV ("Participation croissante des pays en développement") de l'Accord général sur le commerce des services dispose ce qui suit:

"La participation croissante des pays en développement Membres au commerce mondial sera facilitée par des engagements spécifiques négociés pris par différents Membres conformément aux Parties III et IV du présent accord et se rapportant:

c) à la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui les intéressent du point de vue des exportations."

2. Par ailleurs, les lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services (S/L/93) adoptées le 28 mars 2001 disposent, entre autres, que:

- les négociations "... seront menées ... comme moyen de promouvoir ... le développement des pays en développement" (paragraphe 1),
- les négociations "... viseront à accroître la participation des pays en développement au commerce des services" (paragraphe 2),
- "... [l]es besoins des petits et moyens fournisseurs de services, en particulier ceux des pays en développement, devraient être dûment pris en considération" (paragraphe 3), et que

¹ Cette proposition n'est pas un texte juridique. Elle est communiquée uniquement aux fins de la négociation et ne préjuge pas de la position du MERCOSUR ni de celle de ses États membres au sujet des questions qui y sont soulevées. Le MERCOSUR et ses États membres réservent leurs droits de modifier le contenu de cette proposition à un stade ultérieur.

- "... [u]ne attention spéciale sera accordée aux secteurs et aux modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations" (paragraphe 5).

I. INTRODUCTION

3. Le secteur des technologies de l'information est articulé autour de l'industrie informatique, qui comprend les matériels et les logiciels, et les services informatiques. On entend par logiciels à la fois des "progiciels" (ou logiciels standardisés) et des produits personnalisés, et par services informatiques des services de conseil en matière informatique.

4. Il y a une demande importante de services informatiques du fait que les entreprises ont besoin de services à la clientèle améliorés et plus efficaces et d'une productivité plus élevée.

II. DÉFINITION DU SECTEUR

5. Dans la Classification sectorielle des services de l'AGCS (MTN.GNS/W/120), les services informatiques et services connexes sont un sous-secteur des services fournis aux entreprises et services professionnels. Ce sous-secteur, qui correspond à la référence 1B dans la Classification, comprend cinq sous-catégories: a) services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques; b) services de réalisation de logiciels; c) services de traitement de données; d) services de base de données; et e) autres services. Ces services font l'objet d'une définition plus détaillée dans les rubriques correspondantes de la Classification centrale de produits (CPC) provisoire des Nations Unies, qui est reproduite ci-dessous:

Services informatiques et services connexes: Descriptions des rubriques de la Classification sectorielle des services de l'AGCS dans la CPC

W/120	CPC	Description de la CPC
Ba	841	<u>Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques</u> : services d'aide à la clientèle en matière d'installation de matériels informatiques et de mise en place de réseaux informatiques.
Bb	842	<u>Services de réalisation de logiciels</u> : tous les services incluant des services de consultation en matière d'élaboration et de réalisation de logiciels, le terme "logiciel" pouvant se définir comme le jeu d'instructions nécessaires pour faire fonctionner les ordinateurs et les faire communiquer entre eux. Ceci implique que plusieurs programmes différents peuvent être mis au point en vue d'applications spécifiques (logiciels d'application) et que l'utilisateur peut soit utiliser des programmes standard immédiatement disponibles (logiciels standardisés), soit demander la mise au point de programmes spécifiques destinés à répondre à des besoins précis (logiciels personnalisés), soit recourir à une combinaison de ces deux types de programmes. Il est prévu deux sous-catégories:
	8421	84210 <u>Services de consultation en matière de systèmes et de logiciels</u> : services à caractère général préalables à la réalisation de systèmes de traitement de données et d'applications. Il peut s'agir de services de gestion, de services de planification de projets, etc.;
	8422	84220 <u>Services d'analyse de systèmes</u> : ces services comprennent l'analyse des besoins de l'utilisateur, la définition des caractéristiques fonctionnelles du système et la constitution de l'équipe chargée des travaux, et aussi la gestion du projet, la coordination technique des travaux ainsi que l'intégration et la définition de l'architecture des systèmes;

W/120	CPC	Description de la CPC
	8423	84230 <u>Services de conception de systèmes</u> : ces services comprennent la recherche de solutions aux problèmes techniques en matière de méthodologie, d'assurance qualité, de choix des progiciels ou des nouvelles technologies, etc.;
	8424	84240 <u>Services de programmation</u> : phase de mise en œuvre, c'est-à-dire rédaction et débogage des programmes, réalisation d'essais et préparation de la documentation <i>ad hoc</i> ;
	8425	84250 <u>Services de maintenance de systèmes</u> : services d'assistance technique et de consultations concernant les programmes en usage, la réécriture ou la modification de programmes ou de systèmes existants ainsi que la mise à jour de la documentation et des manuels relatifs aux logiciels et les travaux spécialisés comme les conversions.
Bc	843 8431	<u>Services de traitement de données</u> 84310 <u>Services de préparation des données d'entrée</u> : services d'enregistrement de données, comme par exemple la perforation de cartes, la lecture optique ou les autres méthodes de saisie de données.
	8432	84320 <u>Services de traitement et de tabulation des données</u> : services tels que les services de traitement et de tabulation des données, les services de calculs informatiques et les services de location de temps-machine.
	8433	84330 <u>Services de traitement de temps partagé</u> : selon la CPC, il n'y a pas de distinction claire entre la sous-classe 84320 et la sous-classe 84330, et il est noté qu'il est possible d'acheter uniquement du temps-machine; si ce temps-machine est acheté au départ des installations de l'utilisateur, celui-ci achète en même temps les services de télécommunication. Il est également possible d'acheter des services de traitement ou de tabulation de données auprès d'un centre de traitement à façon.
	8439	84390 <u>Autres services de traitement des données</u> : services de gestion, sous contrat, de tous les aspects du fonctionnement des installations informatiques de tiers: services de contrôle de la qualité de la climatisation de la salle des machines, services de gestion des combinaisons de matériel informatique en place et services de gestion des flux et de la répartition des travaux informatiques.
Bd	844	<u>Services de base de données</u> : tous les services fournis via un réseau de transmission par des bases de données organisées à l'origine. <u>Exclusions</u> : Les services de transmission de données et de messages (par exemple les services d'exploitation de réseau et les services de réseau à valeur ajoutée) sont rangés dans la classe 7523 (Services de transmission de données et de messages). Les services de recherche documentaire dans les bases de données sont rangés dans la sous-classe 96311 (Services des bibliothèques).
Be	849 8491	<u>Autres services informatiques</u> 84910 <u>Services de préparation des données</u> : services à l'intention de clients, à l'exclusion des services de traitement de données.
	8499	84990 <u>Autres services informatiques n.c.a.</u> : services de formation des membres du personnel de la société utilisatrice et autres services informatiques spécialisés.

III. IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR

**Valeur des marchés mondiaux des logiciels et des services informatiques
(Millions de dollars EU au taux de change constant de 1994)**

	Total pour 1995	Part des logiciels (%)	Part des services (%)	Total pour 1997	Part des logiciels (%)	Part des services (%)	Croissance annuelle 1995-1997
Europe occidentale	94 336	37	63	107 259	39	61	6,6
Europe orientale	1 766	37	63	2 191	38	62	11,4
États-Unis	129 539	34	66	160 377	36	64	11,3
Japon	45 140	20	80	48 044	20	80	3,2
Reste du monde	40 865	16	84	57 163	23	77	18,3
Monde	311 645	30	70	375 031	33	67	9,7

Source: Commission européenne, *Panorama de l'industrie communautaire*, 1997.

6. L'évolution la plus importante récemment observée dans l'informatique de réseau est celle d'Internet, qui a connu une croissance spectaculaire. Outre que les logiciels sont de plus en plus largement utilisés comme intrant pour différents types de services fournis électroniquement, Internet permet aussi l'utilisation de différents logiciels "en ligne" à condition que ces logiciels soient installés chez un "hôte" auquel le consommateur peut avoir accès directement.

7. Simultanément, en raison de la croissance rapide du secteur des technologies de l'information, celui-ci est devenu l'un des principaux créateurs d'emplois, et notamment d'emplois qualifiés et bien rémunérés, non seulement sur les marchés des pays industrialisés mais aussi sur les marchés émergents. Compte tenu de ces caractéristiques de la demande de main-d'œuvre, le mode du mouvement des personnes physiques prévu dans l'AGCS pour la fourniture de services informatiques et services connexes revêt une importance économique considérable. L'imposition de mesures relatives aux prescriptions et procédures en matière de qualifications, aux prescriptions en matière de licences et aux normes techniques peut donner lieu à des décisions discrétionnaires et peut constituer un obstacle important pour les fournisseurs étrangers de ces services, en particulier s'agissant de la présence commerciale (mode 3) et du mouvement des personnes physiques (mode 4).

IV. ANALYSE DES LISTES NATIONALES

8. Il ressort du document S/C/W/45 (daté du 14 juillet 1998) établi par le Secrétariat de l'OMC que 62 listes de l'AGCS au total (en comptant pour une liste celle de l'UE) contiennent des engagements en matière de services informatiques et services connexes. Cinquante-deux d'entre elles concernent le sous-secteur a) "Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques", 57 visent le sous-secteur b) "Services de réalisation de logiciels", 55 se rapportent au sous-secteur c) "Services de traitement de données", 49 concernent le sous-secteur d) "Services de base de données" et 30 se rangent dans le sous-secteur e) "Autres services".

9. D'une manière générale, l'examen du niveau des engagements pris dans les sous-secteurs a) à d) montre que la proportion d'engagements prévoyant un accès total aux marchés (engagements sans limitations) pour la fourniture transfrontières de services est de 60 à 63 pour cent dans les différents sous-secteurs concernés, tandis que la proportion d'engagements sans limitations se situe entre 70 et 76 pour cent pour la consommation à l'étranger et entre 68 et 77 pour cent pour la présence

commerciale (mais elle tombe à 29-33 pour cent si l'on tient compte des limitations horizontales visant ce troisième mode de fourniture).

10. La proportion d'engagements prévoyant un accès total aux marchés pour la présence des personnes physiques est la plus faible et se situe entre 4 et 7 pour cent (et elle tombe à 2 pour cent si l'on tient compte des limitations horizontales).

11. En ce qui concerne la présence commerciale (mode 3) il y a des obstacles importants, et notamment: a) les limitations de la participation de capital étranger, sous forme d'une limite du capital possédé ou concernant le pourcentage d'actions détenues; et b) les restrictions concernant le type d'entité juridique ou de coentreprise.

V. PROPOSITION

12. Les États membres du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) proposent:

- i) que les Membres de l'OMC prennent des engagements spécifiques concernant les services informatiques et services connexes, dans les sous-secteurs suivants:

W/120	CPC	Description de la CPC
Ba	841	Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques
Bb	842	Services de réalisation de logiciels
Bc	843	Services de traitement de données
Bd	844	Services de base de données
Be	849	Autres services

et

- ii) que tous les Membres de l'OMC éliminent les restrictions à l'accès aux marchés et au traitement national pour les services informatiques et services connexes, par la prise d'engagements "sans limitations" (c'est-à-dire par l'inscription du terme "néant" dans les colonnes relatives à l'accès aux marchés et au traitement national) dans les sous-secteurs mentionnés.
